

Togo: Gnassingbé accorde sa grâce à des détenus pour l'apaisement



A l'issue de leur rencontre avec les acteurs de la crise sociopolitique togolaise le 27 juin dernier à Lomé, Nana Akufo-Addo (Ghana) et Alpha Conde (Guinée), facilitateurs désignés de la CEDEAO ont félicité le gouvernement pour les mesures d'apaisement déjà prises et [l'ont encouragé à poursuivre la libération des personnes arrêtées lors des manifestations](#). Le Chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé donne suite à cet appel. Il vient d'accorder la grâce présidentielle à un certain nombre de personnes détenues dans les prisons de Lomé et de Kpalimé.

C'est la présidence togolaise qui annonce cette mesure qui entre dans le cadre de l'apaisement du climat politique comme recommandé par les facilitateurs.

Lundi donc, Faure Gnassingbé a pris un décret en accordant la grâce présidentielle à des personnes condamnées et détenues pour des « infractions commises lors des manifestations politiques » que le pays a connues ces derniers mois.

« Par décret présidentiel N°2018-121/PR du 16 juillet 2018, sept (07) détenus dans les prisons civiles de Lomé et de Kpalimé reconnus par la justice coupables de diverses infractions commises lors des dernières manifestations politiques et condamnés selon les lois en vigueur, ont

bénéficié d'une réduction de peine », a annoncé la Présidence togolaise.

Avant la prise de ce décret, il est à noter que 12 autres détenus de la prison civile de Mango ont bénéficié d'une liberté provisoire, toujours dans le cadre des mesures d'apaisement.

Pour les services de Faure Gnassingbé, la prise du décret accordant la grâce présidentielle à ces 7 personnes détenues témoigne de la volonté de poursuivre les initiatives visant l'apaisement de la situation sociopolitique et la préservation de la concorde nationale, gages de tout développement.

{loadmoduleid 210}

Pendant ce temps, la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition continue d'exiger la libération de toutes les autres personnes qui seraient encore en détention pour avoir participé aux manifestations.

Elle démarrera d'ailleurs jeudi, une série de meetings dans plusieurs villes du pays pour cette cause et continuer de sensibiliser les populations sur la nécessité du retour à la Constitution de 1992 et l'instauration du droit de vote à la diaspora.

Les regards sont tournés vers la CEDEAO dont les Chefs d'Etat et de gouvernement se réunissent le 31 juillet prochain à Lomé pour se prononcer sur la crise togolaise, entre autres. Une feuille de route de sortie de crise est attendue, pour le fait que les protagonistes se sont montrés incapables de parvenir à un compromis politique en interne.